

**DECRET N° 2000-657 DU 29 DECEMBRE 2000**

portant transmission à l'Assemblée Nationale pour autorisation de ratification du protocole additionnel relatif à l'exécution de la deuxième étape (droit de résidence) du protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT,  
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- VU la loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin ;
- VU le traité révisé de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en date du 24 juillet 1993 ;
- VU la proclamation le 1er avril 1996, par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 mars 1996 ;
- VU le décret n° 99-309 du 22 juin 1999 portant composition du gouvernement ;
- VU le décret n° 99-514 du 2 novembre 1999 portant attributions, organisation et fonctionnement du ministère des Finances et de l'économie ;
- VU le Protocole A/P1/5/79 en date du 29 mai 1979 sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, notamment en son article 2 ;
- SUR proposition conjointe du ministre des Finances et de l'économie et du ministre des Affaires étrangères et de la coopération ;
- Le Conseil des ministres entendu en sa séance du 22 novembre 2000,

## **DECRETE :**

Le Protocole additionnel de la CEDEAO modifiant et complétant les dispositions de l'article 7 du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement dont le texte se trouve ci-joint, sera présenté à l'Assemblée Nationale pour autorisation de ratification par le ministre des Finances et de l'économie, le ministre de l'Intérieur, de la sécurité et de l'administration territoriale et le ministre des Affaires étrangères et de la coopération qui sont individuellement ou conjointement, chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

## **EXPOSE DE MOTIFS**

- Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
- Honorables Députés à l'Assemblée Nationale,

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) vise à promouvoir la coopération et l'intégration dans la perspective d'une union économique de la sous-région.

Dans ce cadre, la Communauté a prévu entre-autres actions, la suppression entre les Etats membres, des obstacles à la libre circulation des personnes ainsi qu'aux droits de résidence et d'établissement.

Ce droit d'entrée, de résidence et d'établissement sur le territoire des Etats membres, mentionné à l'article 59 du Traité révisé, sera établi progressivement en trois étapes à savoir :

- première étape : droit d'entrée et abolition de visa
- deuxième étape : droit de résidence
- troisième étape : droit d'établissement.

La mise en œuvre de la première étape du protocole sur la libre circulation des personnes et des biens, à savoir l'abolition des visas et permis d'entrée, a permis à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement d'adopter, le 1<sup>er</sup> juillet 1986 à Abuja, le protocole additionnel A/SP/7/86 relatif à la deuxième étape (droit de résidence).

## CONTENU DU PROTOCOLE ADDITIONNEL

Le Protocole additionnel relatif à l'exécution de la deuxième étape (droit de résidence) du protocole sur la libre circulation des personnes comporte vingt neuf (29) articles définissant le droit de résidence, les dispositions particulières ainsi que la protection contre l'expulsion collective et arbitraire. Il fixe les conditions de transfert des économies des travailleurs migrants et prévoit le renforcement de la coopération entre les Administrations compétentes des Etats membres dans le domaine de migrations.

### 1° - Droit de résidence

Aux termes du présent protocole « Chacun des Etats membres reconnaît aux citoyens de la Communauté ressortissants des autres Etats membres, le droit de résidence sur son territoire en vue d'accéder à une activité et de l'exercer ».

Ainsi le droit de résidence comprend le droit de :

- répondre à des emplois effectivement offerts ;
- se déplacer librement sur le territoire des Etats membres ;
- séjourner et de résider dans l'un des Etats membres afin d'y exercer un emploi, conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant les travailleurs nationaux ;
- demeurer, dans les conditions définies par les dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres d'accueil, sur le territoire d'un Etat membre après y avoir occupé un emploi.

A cet effet, il est prévu la délivrance, par le pays d'accueil aux citoyens de la Communauté qui désirent résider sur le territoire de cet Etat membre, d'une carte de résident ou de permis de résident conformément à la réglementation en vigueur dans cet Etat.

### 2° - Dispositions particulières

Aux fins de ces dispositions :

- les travailleurs frontaliers ainsi que les travailleurs saisonniers sont exclus du bénéfice des droits relatifs à la résidence ;
- les travailleurs itinérants sont exclus du bénéfice des droits relatifs à la résidence ou à l'emploi ou qui en découlent.

### **3° - Protection contre l'expulsion**

Le travailleur migrant et les membres de sa famille en situation régulière ne peuvent faire l'objet de mesure d'expulsion collective que pour des motifs de sécurité nationale, d'ordre public ou de bonnes mœurs, de protection de la santé publique.

L'expulsion ne peut résulter que d'une décision judiciaire ou administrative dûment motivée.

### **4° - Transfert d'économies**

Ce transfert concerne aussi bien tout ou partie des économies des travailleurs migrants, des sommes dues au titre d'une obligation alimentaire que des sommes dues aux travailleurs migrants lorsque ceux-ci quittent définitivement le pays d'accueil.

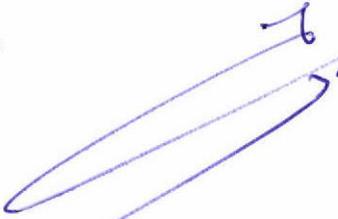
### **5° - Coopération entre les administrations compétentes des Etats membres :**

Les administrations compétentes des Etats membres doivent coopérer les unes avec les autres d'une part, et avec le Secrétariat Exécutif d'autre part, en vue de promouvoir les conditions saines, équitables et humaines en ce qui concerne les migrations légales des travailleurs et de leur famille.

Aussi, avons-nous l'honneur, Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Mesdames et Messieurs les honorables députés, de soumettre à l'appréciation de votre Auguste Assemblée, aux fins d'autorisation de ratification, le protocole additionnel ci-joint de la CEDEAO relatif à l'exécution de la deuxième étape (droit de résidence) du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement.

Fait à Cotonou, le 29 décembre 2000

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



**Mathieu KEREKOU.-**

Le ministre d'Etat, chargé de la Coordination  
de l'Action Gouvernementale, du Plan, du  
Développement et de la Promotion de l'Emploi,



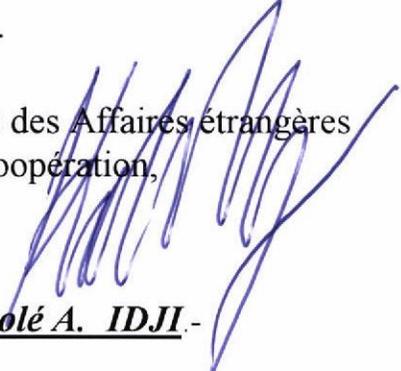
**Bruno AMOUSSOU.-**

Le ministre des Finances et  
de l'Economie,



**Abdoulaye BIO TCHANE.-**

Le ministre des Affaires étrangères  
et de la Coopération,



**Kolawolé A. IDJI.-**

Le ministre de l'Intérieur, de la sécurité  
et de l'administration territoriale,



**Daniel TAWEMA.-**

Ampliations : PR 6 AN 85 CS 2 CC 2 CES 2 HAAC 2 MECCAGPDPE 4 MF 4 MAEC 4 MISAT 4 JO 1.

/BA  
**REPUBLIQUE DU BENIN**  
~~~~~  
**ASSEMBLEE NATIONALE**  
~~~~~

**LOI N°**

portant autorisation de ratification  
du protocole additionnel relatif à  
l'exécution de la deuxième étape (droit  
de résidence) du protocole sur la libre  
circulation des personnes, le droit de  
résidence et d'établissement.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,  
en sa séance du .....  
la loi dont la teneur suit :

**Article 1<sup>er</sup>** : Est autorisée, la ratification par le Président de la République, chef de l'Etat, Chef du Gouvernement, du Protocole additionnel relatif à l'exécution de la deuxième étape (droit de résidence) du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement.

**Article 2.** – La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Porto-Novo, le

Le Président de l'Assemblée Nationale,

**Adrien HOUNGBEDJI.-**

**A/SP1/7/86 PROTOCOLE ADDITIONNEL RELATIF A L'EXECUTION DE LA DEUXIEME ETAPE (DROIT DE RESIDENCE) DU PROTOCOLE SUR LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES, LE DROIT DE RESIDENCE ET D'ETABLISSEMENT**

**P R E A M B U L E**

**LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,**

— VU l'article 5 du Traité de la CEDEAO, portant création, composition et fonctions de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement,

— VU le Traité de la CEDEAO, notamment en son Article 27,

— VU le Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement signé à Dakar, le 29 Mai 1979,

— VU la Décision A/DEC8/5/82 portant modification du paragraphe 1 de l'Article 27 du Traité de la CEDEAO,

— CONSIDERANT que le délai d'exécution de l'Etape 1 du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, qui est effectivement entré en vigueur le 5 Juin 1980, a expiré le 4 Juin 1985,

— CONVAINCUES de la nécessité du passage à la deuxième Etape dudit Protocole qui est relative au droit de résidence, dans la phase actuelle de l'évolution des activités de la CEDEAO,

— APRES EXAMEN de la Résolution du Conseil des Ministres y relative, sur recommandation de la Commission technique compétente, au cours de sa quinzième réunion tenue à Lomé du 6 au 17 Mai 1985,

**SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :**

**TITRE PREMIER**

**Définitions**

**Article premier**

1. Dans le présent Protocole, on entend par :

— **« Traité »**, le traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

— **« Communauté »**, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

— **« Etat Membre ou Etats Membres »**, l'Etat ou les Etats Membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

— **« Etat Membre, pays d'accueil »**, l'Etat membre ou le pays de séjour ou de résidence du travailleur migrant.

— **« Etat Membre, pays d'origine »**, l'Etat membre ou le pays dont est originaire ou ressortissant le travailleur migrant.

— **« Conférence »**, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement créée par l'Article 5 du Traité.

— **« Secrétaire Exécutif et Secrétariat Exécutif »**, le Secrétaire Exécutif et le Secrétariat Exécutif de la Communauté Economique prévus à l'Article 8 du Traité.

— **« Citoyen ou citoyens de la Communauté »**, tout ressortissant ou ressortissants d'un Etat remplissant les conditions fixées par le Protocole A/P3/5/82 portant Code de la Citoyenneté de la Communauté.

— **« Droit de Résidence »**, le droit reconnu à un citoyen, ressortissant d'un Etat membre, de demeurer dans un Etat membre autre que son Etat d'origine et qui lui délivre une CARTE ou un PERMIS DE RESIDENCE pour y occuper ou non un emploi.

— **« Carte de Résident », ou « Permis de Résident »**, le titre ou le permis de résidence délivré par les autorités compétentes accordant le droit de résidence sur le territoire d'un Etat membre.

— **« Résident »**, tout citoyen, ressortissant d'un Etat membre auquel est conféré le droit de résidence.

— **« Travailleur migrant ou migrant »**, tout citoyen, ressortissant d'un Etat membre, qui s'est déplacé de son pays d'origine pour se rendre sur le territoire d'un autre Etat membre dont il n'est pas originaire et qui cherche à occuper un emploi.

— **« Administrations compétentes ou Services compétents »**, les Administrations nationales des Etats membres chargées des problèmes d'immigration et d'émigration.

— **« Autorité compétente du lieu de résidence »**, l'Autorité locale habilitée et chargée des problèmes relatifs à la résidence des étrangers sur le territoire de l'Etat membre d'accueil.

— **« Droits fondamentaux »**, les droits reconnus à tout travailleur migrant par le présent Protocole et par les Conventions de l'Organisation Inter-

nationale du Travail (O.I.I.) sur la protection des droits des travailleurs migrants.

— « **Travailleurs frontaliers** », les travailleurs migrants qui, tout en exerçant un emploi dans un Etat membre, maintiennent leur résidence normale dans un Etat voisin, leur pays d'origine, où ils reviennent en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine.

— « **Travailleurs saisonniers** », les travailleurs migrants qui exercent pour un employeur ou pour leur propre compte, dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants, une activité qui par sa nature, dépend des conditions saisonnières et ne peut donc être exercée que pendant une partie de l'année.

— « **Travailleurs itinérants** », les travailleurs migrants qui, ayant leur résidence normale dans un Etat membre, doivent, aux fins de leurs activités, se rendre dans un autre Etat membre pour une courte période.

2. Dans le présent Protocole, l'expression « Travailleurs migrants » exclut :

- a) les personnes exerçant des fonctions officielles qui sont employées par des organisations ou des organismes internationaux et les personnes employées par un Etat en dehors de son territoire dont l'admission et le statut sont régis par le droit international général ou par des Accords internationaux ou Conventions internationales spécifiques ;
- b) les personnes exerçant des fonctions officielles qui sont employées pour le compte d'un Etat en dehors de son territoire pour l'exécution de programmes de coopération aux fins de développement convenus avec le pays d'accueil et dont l'admission et le statut sont régis par des Accords internationaux ou Conventions internationales spécifiques ;
- c) les personnes dont les relations de travail avec un employeur n'ont pas été établies dans l'Etat membre d'accueil ;
- d) les personnes dont le revenu principal ne provient pas de l'Etat membre d'accueil ;
- e) les personnes qui deviennent résidentes en qualité d'investisseur d'un pays autre que leur Etat membre d'origine ou qui, dès leur arrivée dans ce pays, exercent une activité économique en qualité d'employeur.

## TITRE II

### Droit de résidence

#### Article 2

Aux fins de l'exécution de la deuxième étape (droit de résidence) du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, chacun des Etats membres reconnaît aux citoyens de la Communauté ressortissants des autres Etats membres, le droit de résidence sur son territoire en vue d'accéder à une activité salariée et de l'exercer.

#### Article 3

Le droit de résidence comporte, sous réserve des limitations justifiées par des motifs d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique, le droit :

- 1° — de répondre à des emplois effectivement offerts ;
- 2° — de se déplacer, à cet effet, librement sur le territoire des Etats membres ;
- 3° — de séjourner et de résider dans un des Etats membres afin d'y exercer un emploi conformément aux dispositions législatives, réglementaires et aux administratives régissant des travailleurs nationaux ;
- 4° — de demeurer, dans les conditions définies par les dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres d'accueil, sur le territoire d'un Etat membre après y avoir occupé un emploi.

#### Article 4

Les dispositions de l'Article 3 ci-dessus ne sont pas applicables aux emplois dans l'administration publique des Etats membres à moins que les lois et règlements en vigueur dans ces Etats n'en disposent autrement.

## TITRE III

### Carte de résident ou permis de résident

#### Article 5

Les citoyens de la Communauté, ressortissants des Etats membres, admis sans visa sur le territoire d'un Etat membre sont soumis, s'ils désirent résider sur le territoire de cet Etat membre, à la formalité de l'obtention d'une CARTE DE RESIDENT, ou d'un PERMIS DE RESIDENT.

**Article 6**

Le requérant d'une CARTE DE RESIDENT ou d'un PERMIS DE RESIDENT sur le territoire d'un Etat membre, est tenu de déposer à la Direction des Services chargés de l'Immigration et de l'Emigration de l'Etat membre d'accueil, une demande de délivrance d'une CARTE DE RESIDENT ou d'un PERMIS DE RESIDENT conformément à la réglementation en vigueur dans chaque Etat membre.

**Article 7**

1. La demande est adressée au Ministre compétent de l'Etat membre d'accueil.
2. Il est remis au requérant un récépissé justifiant le dépôt de sa demande et des documents constitutifs de son dossier.

**Article 8**

L'accomplissement des formalités relatives à l'obtention de la CARTE DE RESIDENT ou du PERMIS de RESIDENT ne peut faire obstacle à la mise en exécution immédiate des contrats de travail conclus par les requérants.

**Article 9**

Dans un délai d'un (1) an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, les lois et règlements régissant les conditions de délivrance de la CARTE de RESIDENT ou du PERMIS de RESIDENT, dans les Etats membres feront l'objet d'une mesure d'harmonisation en vue de l'institution d'une CARTE de RESIDENT de la CEDEAO.

**TITRE IV**

**DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES TRAVAILLEURS FRONTALIERS, SAISONNIERS OU FRONTALIERS**

**Article 10**

1. Les travailleurs frontaliers, tels qu'ils sont définis à l'Article 1<sup>er</sup> du présent Protocole, bénéficient de tous les droits auxquels ils peuvent prétendre du fait de leur présence et de leur travail sur le territoire de l'Etat membre d'accueil, à l'exclusion des droits relatifs à la résidence ou qui en découlent.

2. Les travailleurs frontaliers bénéficient du droit de choisir librement leur emploi sous réserve des restrictions mises par l'Etat membre d'accueil à l'accès des travailleurs migrants à des catégories limitées d'emplois, fonctions ou activités, lorsque l'intérêt de l'Etat l'exige.

**Article 11**

Les travailleurs saisonniers, tels qu'ils sont définis à l'Article 1<sup>er</sup> du présent Protocole, bénéficient de tous les droits auxquels ils peuvent prétendre du fait de leur présence et de leur travail sur le territoire de l'Etat membre d'accueil.

**Article 12**

Les travailleurs itinérants, tels qu'ils sont définis à l'Article 1<sup>er</sup> du présent Protocole, bénéficient de tous les droits auxquels ils peuvent prétendre du fait de leur présence sur le territoire de l'Etat membre d'accueil, à l'exclusion des droits relatifs à la résidence ou à l'emploi ou qui en découlent.

**TITRE V**

**PROTECTION CONTRE L'EXPULSION COLLECTIVE ET ARBITRAIRE**

**Article 13**

1. Les travailleurs migrants et les membres de leurs familles ne peuvent faire l'objet de mesures d'expulsion collective ou massive.

2. Chaque cas d'expulsion sera examiné et tranché sur une base individuelle.

**TITRE VI**

**PROTECTION CONTRE L'EXPULSION INDIVIDUELLE ET RESPECT DES DROITS FONDAMENTAUX DU TRAVAILLEUR MIGRANT**

**Article 14**

1. Le travailleur migrant et les membres de sa famille en situation régulière ne peuvent être expulsés de l'Etat membre d'accueil, que :

- a) pour des motifs de sécurité nationale, d'ordre public ou de bonnes mœurs ;
- b) s'ils refusent et après avoir été dûment informés des conséquences d'un tel refus, de se conformer aux prescriptions édictées par une autorité publique médicale à leur égard dans un but de protection de la santé publique ;
- c) si une condition essentielle pour la délivrance ou validité de leur autorisation de séjour ou de leur permis de travail n'est pas remplie ;

d) conformément à la législation et aux réglementations applicables dans l'Etat membre d'accueil.

2. L'expulsion ne peut résulter que d'une décision judiciaire ou administrative prise ou imposée conformément à la loi et dûment motivée.

3. La décision intervenue doit être notifiée par écrit à l'intéressé, au Gouvernement de son pays d'origine et au Secrétariat Exécutif pour information.

4. Lorsque la mesure d'expulsion est prononcée par une autorité judiciaire ou administrative, l'intéressé peut en faire appel ou en former recours conformément aux lois et règlements en vigueur dans l'Etat membre, pays d'accueil.

L'appel ou le recours suspend l'exécution de la décision à moins que celle-ci ne soit explicitement justifiée par des motifs impératifs de sécurité nationale ou d'ordre public.

Si une décision ayant fait l'objet d'une exécution immédiate est par la suite annulée, l'intéressé a le droit d'en demander réparation conformément à la loi.

5. En cas d'expulsion, l'intéressé bénéficie d'un délai raisonnable lui permettant de percevoir tous salaires ou autres prestations qui lui sont éventuellement dus par son employeur pour régler toutes contributions contractuelles et lorsque des motifs de sécurité personnelle l'exigent pour pouvoir obtenir l'autorisation de se rendre dans un pays autre que son pays d'origine. La situation de famille de l'intéressé est également prise en considération.

6. L'expulsion ou le départ de l'Etat membre d'accueil ne portent pas atteinte, en principe, aux droits acquis, en vertu de la législation, par le travailleur migrant ou un membre de sa famille.

7. En cas d'expulsion, les autorités de l'Etat d'accueil prennent à leur charge les dépenses qui en résultent et s'abstiennent de faire pression sur les intéressés de quelque façon que ce soit pour qu'ils acceptent une procédure simplifiée, comme le « départ volontaire », si ceux-ci ne l'ont pas expressément demandé.

#### Article 15

1. Les autorités consulaires ou diplomatiques de l'Etat membre d'origine ou du pays représentant les intérêts du pays d'origine seront avisées de toute

décision d'expulser un travailleur migrant ou un membre de sa famille légalement présent dans l'Etat membre d'accueil, quarante-huit (48) heures au moins avant que l'expulsion ne prennent effet.

2. Le travailleur migrant et les membres de sa famille peuvent faire appel à la protection et à l'assistance des autorités consulaires et diplomatiques de leur pays d'origine et recevoir de celle-ci les services d'un Conseil pour leur défense, s'il est porté atteinte aux droits qui leur sont reconnus par le présent Protocole ou que leur confère la législation de l'Etat membre d'accueil.

3. Le travailleur migrant ainsi que les membres de sa famille ont la personnalité juridique.

4. En cas de contestation des droits visés au paragraphe 3 du présent Article, le travailleur peut faire valoir ses prétentions devant un organisme compétent, soit personnellement, soit par ses représentants.

#### Article 16

1. Toute expulsion pour les motifs mentionnés ci-dessus est soumise, conformément aux lois applicables, aux garanties de procédure prévues par les dispositions du présent Protocole.

2. Aucune mesure d'expulsion ne peut être exécutée sans que tous les droits fondamentaux du travailleur migrant aient été juridiquement préservés.

### TITRE VII

#### TRANSFERT D'ECONOMIES

##### Article 17

1. Chacun des Etats membres permet, selon les modalités fixées par sa législation, le transfert de tout ou une partie des gains et des économies des travailleurs migrants que ceux-ci désirent transférer.

Cette disposition s'applique également au transfert des sommes dues par les travailleurs migrants au titre d'une obligation alimentaire. Le transfert des sommes dues par les travailleurs migrants au titre d'une obligation alimentaire ne pourra en aucun cas, être entravé ou empêché.

2. Chacun des Etats membres permet, dans le cadre d'Accords bilatéraux ou par tout autre moyen, le transfert des sommes qui restent dues aux travailleurs migrants lorsque ceux-ci quittent définitivement l'Etat membre d'accueil.

## TITRE VIII

COOPERATION ENTRE LES ADMINISTRATIONS  
COMPÉTENTES DES ETATS  
MEMBRES

## Article 18

Les Administrations compétentes des Etats membres doivent coopérer étroitement les unes avec les autres d'une part, et, avec le Secrétariat Exécutif d'autre part, dans le domaine de la migration des personnes au sein de la Communauté et surtout en ce qui concerne la main-d'œuvre migrante afin :

1. d'identifier les types de mouvements migratoires au sein de la Communauté ainsi que les raisons de ces mouvements ;
2. d'identifier les types d'emplois qui sont recherchés et la qualification des chercheurs d'emplois ainsi que le coût de la main-d'œuvre dans les Etats membres par échange d'informations entre le Secrétariat Exécutif et chacun des Etats membres ;
3. de considérer les organisations syndicales dans chacun des Etats membres et leur attitude vis-à-vis des immigrants cherchant du travail ;
4. de suivre les problèmes de la main-d'œuvre migrante ainsi que les types d'industrie ou d'activité qui l'attirent et en informer le Secrétariat Exécutif ;
5. de s'efforcer, sur la base de ces échanges d'information concernant la main-d'œuvre migrante, d'harmoniser les politiques d'emploi et de main-d'œuvre dans les Etats membres.

## Article 19

Tout en étant libres de déterminer les critères autorisant l'admission, le séjour, l'emploi des travailleurs migrants et des membres de leur famille, les Etats membres d'accueil procéderont à des consultations et agiront en collaboration avec les autres Etats intéressés en vue de promouvoir des conditions saines, équitables et humaines en ce qui concerne les migrations légales des travailleurs et de leur famille.

Dans ce cas, compte sera dûment tenu non seulement des besoins et des ressources en main-d'œuvre, mais aussi des conséquences sociales, économiques, culturelles, politiques et autres, tant pour les travailleurs migrants que pour la Communauté et les Etats intéressés.

## Article 20

Les Etats membres mettront en place des organismes publics appropriés pour s'occuper des problèmes relatifs aux migrations des travailleurs et de leur famille.

Ces organismes seront notamment chargés :

- 1<sup>o</sup> — de formuler des politiques concernant ces migrations ;
- 2<sup>o</sup> — d'échanger des informations, de procéder à des consultations et de coopérer avec les autorités compétentes des autres Etats membres concernés par ces migrations ;
- 3<sup>o</sup> — de fournir des renseignements, en particulier aux employeurs et à leurs organisations ainsi qu'aux travailleurs, sur les politiques, lois et règlements relatifs aux migrations aux fins d'emploi et les conditions de travail et de vie des travailleurs migrants et des membres de leur famille dans les Etats membres d'accueil ;
- 4<sup>o</sup> — d'informer et d'aider les travailleurs migrants, ainsi que les membres de leur famille, en ce qui concerne les autorisations, formalités et arrangements relatifs à leur départ, voyage, arrivée, séjour, emploi, sortie et retour dans l'Etat membre d'origine et en ce qui concerne aussi les conditions de travail et de vie dans l'Etat membre d'accueil et les lois et règlements douaniers, fiscaux, monétaires et autres questions pertinentes ;
- 5<sup>o</sup> — de recommander l'adoption de lois, règlements et toutes autres mesures nécessaires pour faciliter l'application des dispositions du présent Protocole et de régler les questions relatives aux migrations à l'intérieur de la Communauté et aux travailleurs migrants.

## Article 21

1. Au niveau national de chacun des Etats membres, seront seuls autorisés à effectuer des opérations en vue du recrutement ou du placement des travailleurs dans un autre Etat :

- a) les Services ou Organismes compétents de l'Etat d'origine ou de l'Etat membre d'accueil, en vertu des accords conclus entre les Etats membres intéressés ;

b) tout Organisme institué au titre d'un Accord bilatéral ou multilatéral.

2. En vertu de la législation nationale et d'Accords bilatéraux ou multilatéraux, peuvent être autorisés à effectuer lesdites opérations de recrutement, sous réserve de l'approbation et de la surveillance des autorités de l'Etat membre concerné :

a) l'employeur ou une personne à son service et agissant en son nom ;

b) les bureaux privés.

#### Article 22

1. Les Etats membres coopéreront afin de prévenir et d'éliminer les mouvements et l'emploi illégaux ou clandestins de travailleurs migrants en situation irrégulière.

2. A cette fin, chaque Etat membre dans les limites de sa juridiction, prendra notamment :

a) des mesures appropriées contre la diffusion d'informations trompeuses concernant l'émigration et l'immigration ;

b) des mesures visant à détecter et à éliminer les déplacements illégaux ou clandestins de travailleurs migrants et des membres de leur famille et à infliger des sanctions efficaces aux personnes ou entités qui organisent ou aident à organiser ces déplacements ou y participent ;

c) des mesures visant à infliger des sanctions efficaces aux personnes, groupes ou entités qui ont recours à la violence, à la menace ou à l'intimidation contre des travailleurs migrants ou des membres de leur famille en situation irrégulière.

3. Les Etats membres d'accueil prendront toutes les mesures adéquates susceptibles d'éliminer efficacement l'emploi, sur leur territoire, de travailleurs migrants en situation irrégulière, en infligeant notamment des sanctions appropriées aux personnes ou aux entités qui emploient ces travailleurs. Ces mesures ne porteront pas atteinte aux droits qu'ont les travailleurs migrants vis-à-vis de leur emploi.

#### Article 23

1. Sans préjudice des conditions de leur autorisation de résidence, les travailleurs migrants, en situation régulière bénéficient de l'égalité de traitement avec les nationaux de l'Etat membre d'accueil en ce qui concerne :

a) la sécurité de l'emploi ;

b) la possibilité de participer à des activités socio-culturelles ;

c) les possibilités de réemploi en cas de perte de l'emploi pour des raisons économiques ; dans ce cas ils priment les autres travailleurs en instance d'admission dans le pays d'accueil ;

d) la formation et la rééducation professionnelles ;

e) l'accès aux écoles d'enseignement général et professionnel ainsi qu'aux centres de formation professionnelle pour leurs enfants ;

f) le bénéfice des services et l'accès aux établissements sociaux, culturels et sanitaires.

2. Les travailleurs migrants qui se trouvent en situation régulière bénéficient de l'égalité de traitement avec les nationaux de l'Etat d'accueil en ce qui concerne l'exercice de leur emploi ou de leur profession.

### TITRE IX

#### DISPOSITIONS GENERALES ET DIVERSES

##### Article 24

1. Aucune disposition du présent Protocole ne peut être interprétée comme portant atteinte aux droits plus favorables qui sont garantis aux travailleurs migrants et aux membres de leur famille en vertu :

a) du droit, de la législation ou de la pratique d'un Etat membre ; ou

b) d'un accord international quelconque en vigueur vis-à-vis de l'Etat membre considéré.

2. Aucune disposition du présent Protocole ne peut être interprétée comme impliquant, pour un Etat membre, un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la suppression des droits ou libertés reconnus dans le présent Protocole ou à des réductions plus amples de ces droits ou libertés que celles prévues audit Protocole.

##### Article 25

1. Il ne peut être renoncé aux droits garantis dans le présent Protocole.

2. Toute forme de pression exercée sur les travailleurs migrants ou les membres de leur famille pour qu'ils renoncent à l'un quelconque de ces droits ou s'abstiennent de les exercer est prohibée.

3. Toute disposition d'un accord ou d'un Contrat qui a pour objet ou effet d'obtenir des intérêts qu'ils renoncent à l'un quelconque de ces droits ou s'abstiennent de les exercer est nulle aux termes des dispositions du présent Protocole.

##### Article 26

Les Etats membres s'engagent, en conformité avec leurs procédures constitutionnelles et avec les dispositions du présent Protocole à :

- a) garantir que toute personne dont les droits et libertés tels que reconnus, dans le présent Protocole, auront été violés, disposera d'un droit de recours, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles ;
- b) garantir que l'autorité compétente, judiciaire, administrative ou législative, ou toute autre autorité compétente selon la législation de l'Etat membre, statuera sur les droits de la personne qui forme un recours ;
- c) garantir la bonne suite donnée par les autorités compétentes à tout recours considéré comme justifié.

**Article 27**

Les Etats membres s'engagent à prendre, en conformité avec leurs procédures constitutionnelles et avec les dispositions du présent Protocole, toutes les mesures législatives et autres nécessaires à l'application des dispositions du présent Protocole.

**Article 28**

Tout différend pouvant surgir entre les Etats membres au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Protocole sera réglé conformément à la procédure de règlement des différends prévue par l'Article 56 du Traité.

**Article 29**

1. Tout Etat membre peut soumettre des propositions en vue de l'amendement ou de la révision du présent Protocole.



S.E. Dr. Soule DANKORO  
Ministre du Commerce, de l'Artisanat  
et du Tourisme, pour et par ordre du  
Président de la République Populaire  
du BENIN

fa



S.E. Capitaine Thomas SANKARA  
Président du FASO

2. Toutes les propositions sont transmises au Secrétariat Exécutif qui les communique aux Etats membres les trente (30) jours suivant leur réception. Les amendements ou révisions sont examinés par la Conférence à l'expiration du délai de préavis de trente (30) jours accordé aux Etats membres.

**TITRE X**

**DEPOT ET ENTREE EN VIGUEUR**

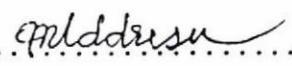
1. Le présent Protocole entrera en vigueur à titre provisoire dès sa signature par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres et définitivement dès sa ratification par au moins sept (7) Etats signataires conformément aux règles constitutionnelles de chaque Etat membre.

2. Le présent Protocole ainsi que tous les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétariat Exécutif qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats membres, leur notifiera les dates de dépôt des instruments de ratification et fera enregistrer le présent Protocole auprès de l'Organisation de l'Unité africaine, de l'Organisation des Nations Unies et de toutes autres Organisations.

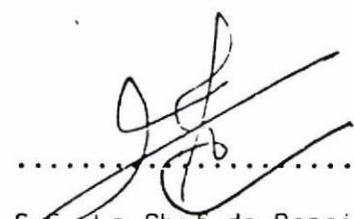
3. Le présent Protocole est annexé au Traité dont il fait partie intégrante.

En foi de quoi, nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, avons signé le présent Protocole.

FAIT A ABUJA, LE 1<sup>er</sup> JUILLET 1986, EN UN SEUL EXEMPLAIRE ORIGINAL EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS, LES DEUX TEXTES FAISANT EGALEMENT FOI.



S.E. Alhaji Mahama IDRISU  
Membre du PNDC, pour et par ordre  
du Président du PNDC, Chef de  
l'Etat du GHANA



S.E. Le Chef de Baraillon  
Kerfalla CAMARA,  
Secrétaire Permanent du Comité  
Militaire de Redressement National,  
pour et ordre du Président de la  
République de GUINEE



S.E. Aristides PEREIRA  
Président de la République du  
CAP VERT



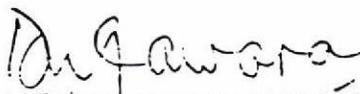
S.E. Le Général de Brigade  
Joao Bernardo VIEIRA  
Président de la République de  
GUINEE BISSAU



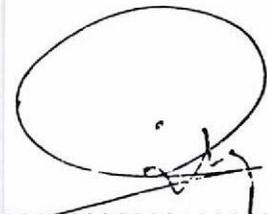
S.E. M. Siméon AKE  
Ministre des Affaires Étrangères  
Pour et par ordre du Président de  
la République de COTE D'IVOIRE



S.E. Le Commandant-en-Chef  
Samuel Kanyon DOE  
Président de la République du  
LIBERIA



S.E. Alhaji Sir Dauda K. JAWARA  
Président de la République de  
GAMBIE



S.E. M. Dianka KABA DIAKITE  
Ministre des Finances et du Commerce  
pour et par ordre du Président de  
République du MALI

S.E. Le Colonel  
Maouiya Ould Sid'Ahmed FAYA  
Président de la République  
Islamique de MAURITANIE

S.E. M. Abdourahmane TOURE  
Ministre du Commerce pour et par  
ordre du Président de la République  
du SENEGAL

S.E. M. Hamid ALGABID  
Premier Ministre, pour et par  
ordre du Président de la  
République du NIGER

S.E. Le Général  
Dr. Joseph Saidu MOMOH  
Président de la République de  
SIERRA LEONE

S.E. Le Général  
Ibrahim BaJamasi BABANGIDA  
Président de la République  
Fédérale du NIGERIA

S.E. Le Général Gnassingbe EYADEMA  
Président de la République  
TOGOLAISE

Article 3 :

Dépôt et Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole Additionnel entrera en vigueur à titre provisoire dès sa signature par les Chefs d'Etats-membres et définitivement dès sa ratification par au moins sept Etats signataires conformément aux règles constitutionnelles en vigueur dans chaque Etat signataire.

2. Le présent Protocole Additionnel ainsi que tous les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétariat Exécutif de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest qui transmettra des copies certifiées conformes du Protocole à tous les Etats-membres, leur notifiera les dates de dépôt des instruments de ratification et fera enregistrer le présent Protocole Additionnel auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine, de

l'Organisation des Nations Unies et auprès de toutes autres Organisations désignées par le Conseil des Ministres.

3. Le présent Protocole Additionnel est annexé au Traité dont il fait partie intégrante.

EN FOI DE QUOI NOUS, CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST, AVONS SIGNE CE PROTOCOLE ADDITIONNEL.

FAIT A OUAGADOUGOU LE 30 JUIN 1989 EN UN SEUL EXEMPLAIRE ORIGINAL EN ANGLAIS ET EN FRANÇAIS, LES DEUX TEXTES FAISANT EGLEMENT FOI.

.....  
 S.E. le Général Mathieu KEREKOU  
 Président du Comité Central du  
 Parti de la Révolution Populaire  
 du BENIN,  
 Président de la République  
 Chef de l'Etat  
 Président du Conseil Exécutif National  
 de la République Populaire du Bénin

.....  
 S.E. le Capitaine Blaise COMPAORE  
 Président du Front Populaire  
 Chef de l'Etat  
 Chef du Gouvernement du Burkina Faso

.....  
 S.E. M. Pedro Verona Rodrigues PIRES  
 Premier Ministre, pour et par ordre de  
 S.E. M. Aristides Maria PEREIRA  
 Président de la République du Cap Vert

.....  
 S.E. M. Seri GNOLEBA  
 Ministre d'Etat, pour et par ordre de  
 S.E. M. Félix Houphouët-BOIGNY  
 Président de la République de Côte d'Ivoire

.....  
 S.E. El Hadj Dawda Kairaba JAWARA  
 Président de la République de GAMBIE

.....  
 S.E. Dr. Eyesi BOTCHWEY  
 Secrétaire du PNDC aux Finances  
 et à la Planification Economique,  
 pour et par ordre de S.E.  
 le Capitaine d'Aviation  
 Jerry John RAWLINGS  
 Chef de l'Etat  
 Président du Conseil  
 Provisoire de Défense  
 Nationale (PNDC), Chef de  
 de l'Etat de la République  
 du GHANA